

ACCA Perspectives commerciales

ACCA Le porte-parole des exportateurs agroalimentaires du Canada

Brexit – Répercussions sur l'Accord économique et commercial global (AECG)

Dans le présent bulletin, nous parlerons tout d'abord du résultat du référendum historique tenu au Royaume-Uni la semaine dernière, lequel appuie son retrait de l'Union européenne (UE), c'est-à-dire le « British exit » ou, en abrégé, le « Brexit ». Le retrait de l'Union européenne est un droit auquel les pays membres de l'UE peuvent se prévaloir depuis 2007, en vertu de l'article 50 du *Traité sur l'Union européenne*. Comme 52 pour cent des votants ont choisi de « quitter » l'UE, on prévoit que cette décision aura des répercussions à l'échelle de l'UE et des marchés internationaux, dont nous ignorons la teneur à l'heure actuelle.

Le processus prévu à la législation de l'UE qui régira le retrait du Royaume-Uni n'est pas très bien connu; toutefois, on s'attend en général à ce qu'il s'échelonne sur plus de deux ans. Même si techniquement rien ne change dans l'immédiat, ce référendum mandate le gouvernement de ce pays d'entamer le processus de négociation officiel qui permet à un « pays membre » de quitter l'UE. Un avis d'intention d'invoquer l'article 50 du *Traité de Lisbonne* constitue la première étape de ce processus qui déclenchera des négociations échelonnées sur deux ans entre le Royaume-Uni et l'UE, en vue d'en venir à une entente sur les conditions régissant le retrait de ce pays. Toutefois, les conditions précises quant à la date de début de ce processus et au responsable de son déclenchement, ainsi que sa durée, sont inconnues pour le moment.

En ce qui a trait aux répercussions commerciales, on s'attendait à ce que l'*Accord économique et commercial global* (AECG) entre le Canada et l'UE soit signé cet automne et mis en œuvre au début de 2017, avant le vote du Brexit.

En 2015, le Canada a exporté des produits agricoles et agroalimentaires atteignant 2,84 milliards \$ vers les 28 pays membres de l'UE, dont 13 pour cent vers le Royaume-Uni. En signant l'AECG, les exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires du Canada comptaient sur un marché de 500 millions de consommateurs, dont 70 millions au Royaume-Uni. Par ailleurs, ce dont nous sommes certains, c'est que le retrait du Royaume-Uni au sein de l'UE signifie la perte d'un allié pour les exportateurs canadiens de produits agricoles. Le Royaume-Uni est pratique et pragmatique quand il s'agit d'approches scientifiques et appuie généralement la réglementation s'appuyant sur la science, ce qui revêt une pertinence particulière quant aux deux dernières préoccupations de l'industrie agricole à l'égard de l'AECG concernant la biotechnologie et la viande.

- En ce qui concerne le point de vue des élus sur les conséquences sur l'AECG, au cours d'une récente [entrevue](#), la ministre du Commerce international du Canada, Mme Chrystia Freeland, a fait remarquer que « la position de l'AECG est désormais plus solide que jamais. Il est important que l'Europe montre au reste du monde sa capacité de continuer de fonctionner et de signer des accords commerciaux. »
- La [commissaire de l'UE chargée du commerce, Mme Cecilia Malmström a ajouté que](#), malgré cette « situation sans précédent », l'UE continuera de promouvoir son programme commercial. Elle a réitéré que la Commission de l'UE déposera sous peu une proposition en vue de ratifier l'AECG.

Le 5 juillet, la Commission européenne soumettra sa proposition en vue de la signature de l'AECG au Conseil et au Parlement de l'UE. Le Conseil devrait voter sur l'AECG vers la fin de septembre. En plus des répercussions du Brexit, la principale question actuellement est de savoir si l'AECG est un « accord mixte » – soit un accord prévoyant des dispositions qui relèvent également de la responsabilité des pays membres, au lieu de la compétence exclusive de l'Union. Du point de vue politique, ceci est important car les accords mixtes doivent être ratifiés non seulement par les institutions de l'UE (Parlement européen et Conseil), mais également par les parlements des 28 pays membres. Récemment, cette question a gagné en importance et a ravivé les inquiétudes du public à l'égard des accords commerciaux, la souveraineté des pays membres et les liens avec le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP).

Voir les mises à jour sur l'AECG [@CAFTA_ACCA](#)

Nouvelles de la Colline parlementaire

Sommet des « trois amigos »

Le 29 juin, le premier ministre, M. Justin Trudeau, a accueilli les présidents du Mexique et des États-Unis dans le cadre du Sommet des « trois amigos », à Ottawa. Avant la tenue de ce sommet, le président de l'ACCA, M. Brian Innes, a publié un éditorial d'opinion : [Is Canada's bread on the menu for the Three Amigos?](#)

Dans son article, M. Innes souligne l'importance d'inclure le Partenariat transpacifique (PTP) à l'ordre du jour des discussions entre les chefs d'État.

« ... le premier ministre doit veiller à ce que le gagne-pain de Canadiens soit au programme du Sommet des trois amigos » affirme M. Innes. « Le PTP représente une formidable opportunité pour l'avenir de centaines de milliers de personnes qui travaillent chaque jour pour mettre du pain sur leur table, aussi bien ici qu'ailleurs dans le monde. »

L'ACCA continuera d'enjoindre les élus d'accorder priorité au PTP afin d'assurer l'avenir de l'industrie agroalimentaire du Canada.

Rejoignez-nous sur Twitter : [#TPP](#), [#cdnag](#) [#cdntrade](#) [#cdnecon](#), [#cdnpoli](#)

Ajournement des travaux parlementaires pour la saison estivale

Le vendredi 17 juin, la Chambre a ajourné ses travaux pour l'été. Les députés retourneront de leurs comtés quand le Parlement reprendra ses travaux le 19 septembre prochain.

Consultations publiques sur le PTP tenues à Toronto

Durant les consultations publiques sur le PTP tenues à Toronto, le 17 juin, l'ACCA s'est dite heureuse de contribuer à une meilleure compréhension publique du PTP et de communiquer l'importance qu'il revêt pour 90 pour cent des agriculteurs. La zone du PTP est un marché qui englobe 800 millions d'habitants, absorbe 65 % des exportations agroalimentaires du Canada, regroupe certains de nos plus importants partenaires commerciaux (États-Unis, Mexique et Japon), ainsi que certains de nos plus importants compétiteurs (États-Unis, Mexique et Australie) – et certains signataires ont déjà conclu des accords de libre-échange (ALE) avec des pays que nous courtisons.

Si vous prévoyez soumettre des commentaires sur le PTP, veuillez noter que la date butoir a été reportée au 31 octobre 2016.



Au cas où cela vous aurait échappé ...

Projet de loi C-13, *Accord sur la facilitation des échanges*, en est à sa deuxième lecture

L'*Accord sur la facilitation des échanges* (AFE) est le premier accord multilatéral conclu depuis la création de l'OMC, en 1994. L'AFE permettra d'améliorer le commerce international en instaurant des mesures visant à accélérer le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises aux frontières internationales. L'OMC estime que l'AFE permettra de diminuer les frais associés au commerce de plus de 14 pour cent des pays ayant des revenus plus faibles et de plus de 13 pour cent des pays ayant des revenus moyens ou plus élevés. Ce projet de loi est actuellement en deuxième lecture à la Chambre et nous tiendrons les membres au courant de l'avancement des travaux.

Accès nouveau et élargi dans certains secteurs de l'AECG consenti par le Canada et l'Union européenne

Ces initiatives seraient réalisées par voie de contingents tarifaires dans le cas d'exportations de fromage de l'Union européenne vers le Canada, et de contingents liés à l'origine dans le cas d'exportations canadiennes de produits à forte teneur de sucre, de sucreries et de préparations à base de chocolat, d'aliments transformés, de nourriture pour chiens et pour chats, le poisson et les fruits de mer, les textiles et les vêtements et les véhicules vers l'Union européenne. Le gouvernement du Canada souhaite recueillir les commentaires des parties intéressées quant à la façon d'administrer ces contingents. La date butoir pour faire connaître votre point de vue est le 21 juillet 2016. Il suffit de cliquer [ici](#).

Autres nouvelles



Recommandation visant la modification du processus de l'OMC formulée par le président du comité chargé du commerce du Parlement européen aux parlementaires commerciaux

Le président du comité chargé du commerce au sein du Parlement européen, M. [Bernd Lange a affirmé](#) que l'OMC doit examiner ses méthodes de travail afin d'assurer une plus grande transparence et inclusivité dans le processus de négociation, ainsi que réaliser des accords plus percutants que celui qui a été conclu lors de la dernière réunion des ministres de l'OMC, à Nairobi.

Signature par la ministre Freeland d'une déclaration conjointe de partenariat entre le Canada et l'Alliance du Pacifique.

Le 8 juin, la ministre Freeland a signé une entente avec les pays membres de l'Alliance du Pacifique – le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou. Ces quatre pays représentent plus de 70 pour cent des échanges commerciaux bilatéraux avec toute la région de l'Amérique latine.

En 2014 seul, le Canada a exporté des produits agricoles et agroalimentaires représentant plus de 2,3 milliards \$ vers les pays membres de l'Alliance du Pacifique.

Pour nous joindre

Vous avez des questions ou des commentaires ? Communiquez avec nous par courriel à info@cafta.org.

Suivez-nous @CAFTA-ACCA